laTrompette

iStock.com/uschools

Le gouvernement américain est en guerre contre lui-même

« L'État profond » et ses alliés attaquent non seulement le président, mais également la Constitution.

- Stephen Flurry
- 19/06/2018

Qu'est-il arrivé au gouvernement fédéral des États-Unis? C'est à partir du labyrinthe des agences, des départements, des bureaux, et des bureaucraties à Washington, D.C., que viennent manchettes après manchettes : « Sandale! » « Fuites! » « Mensonges! » « Espions! »

Vous avez probablement la sensation forte que quelque chose de grave se passe au gouvernement—mais il est très difficile de dire de quoi il s'agit. Les politiciens, les juges, les agents, les avocats, les journalistes et les commentateurs remplissent des milliers de pages et des milliers d'heures de temps d'antenne, mais la vérité reste obscure.

Elle commence à avoir du sens une fois que vous réalisez que l'horrifiante vérité est que le gouvernement des États-Unis est en guerre contre lui-même.

Au cours du siècle dernier, les Américains ont permis au gouvernement fédéral de gonfler pour devenir exactement ce que les fondateurs de la nation cherchaient à empêcher. Il comprend maintenant des millions d'agents fédéraux, des secrétaires, des régulateurs et d'autres bureaucrates non élus et qui n'ont pas à rendre des comptes et qui exercent un pouvoir énorme sur les gens ordinaires, sur les législateurs, sur les juges et même sur le président.

Beaucoup de ces bureaucrates partagent la même idéologie. Ils croient qu'une grande partie du pouvoir sur votre vie devrait être contrôlée, non pas par vous, mais par le gouvernement.

Les éléments les plus énergiques de cette bureaucratie sont ses représentants : les régulateurs qui restreignent ce que vous pouvez faire, qui jugent si vous êtes coupable, et qui vous imposent des sanctions ; des espions qui surveillent vos messages sur les réseaux sociaux, vos e-mails, vos appels téléphoniques et votre localisation ; des agents armés qui peuvent faire une descente dans votre maison et votre lieu de travail. La plupart des Américains supposent que ces pouvoirs ne sont utilisés que contre « les méchants », mais déjà beaucoup de ces tactiques ont été utilisées contre des millions de personnes ordinaires—et contre le président qu'ils ont élu. Le pouvoir inconstitutionnel exercé par des bureaucrates non élus a un nom : « L'État profond ».

La *Trompette* a une perspective unique de la guerre civile qui fait rage à l'intérieur du gouvernement des États-Unis. Ce conflit est bien pire que juste des gratte-papiers luttant pour garder leur emploi ou des républicains et des démocrates se querellant au sujet du budget. C'est une tentative de la part des principaux dirigeants de détruire ce qui reste du gouvernement constitutionnel américain et de l'altérer en quelque chose de différent.

Nous à la *Trompette* nous le savons parce que nous l'avons déjà vu.

La meilleure façon de comprendre la nature et la gravité de ce qui se passe au gouvernement des États-Unis est d'examiner les événements avant, pendant et après l'élection présidentielle 2016.

L'administration Obama

Pendant huit ans au pouvoir, le président Barack Obama et son administration ont changé le gouvernement américain et transformé l'Amérique.

L'ancien président Barack Obama salue la foule avant de parler lors d'un événement de la campagne pour Hillary Clinton. (Ty Wright/Getty Images)

À travers ses gros abus des actions exécutives, le président est devenu tristement célèbre pour ne pas tenir compte du Congrès, en passant ses propres « lois », et choisissant quand et où les faire appliquer. Il fit des nominations illégales et des changements illégaux par sa loi sur les soins de santé sans impliquer les législateurs. Il ordonna un examen fédéral des systèmes électoraux de l'État. Son service de revenu interne a réussi à cibler des groupes politiques conservateurs et s'en est tiré. Mais ce n'était pas tout.

Obama a utilisé le ministère de la Justice comme une arme politique. Sous le procureur général Eric Holder, il s'est rempli de bureaucrates qui étaient politiquement motivés ou poussés pour mettre l'idéologie radicale au-dessus de la loi. On a constaté que les procureurs ciblaient des personnes innocentes pour des raisons politiques. Le ministère a travaillé pour arrêter l'application des lois sur l'immigration et a menacé de poursuivre les États qui appliquaient leurs propres lois sur l'immigration. Il a également fait pression sur les agents de son Bureau fédéral d'enquête (fbi) pour faire avancer son idéologie politique.

On a découvert que le ministère de la Justice surveillait secrètement des milliers d'appels téléphoniques de journalistes de l'*Associated Press*. Il a établi des arguments juridiques promouvant le pouvoir du président d'assassiner les gens, y compris les Américains sur le sol étranger et de potentielles futures attaques de drones contre les citoyens américains sur le sol américain.

La Cour suprême a statué contre le département de Justice d'Obama à l'unanimité environ 20 fois ; même les juges libéraux d'Obama nommés à la Cour disaient qu'il dépassait son autorité.

On a trouvé que l'Agence de sécurité nationale (nsa) d'Obama espionnait les communications internationales des citoyens sans identifier ses cibles devant les tribunaux, sans mandat, même sans aucun soupçon d'acte répréhensible. (La définition d'un suspect terroriste, selon la nsa, comprenait « quelqu'un qui cherche sur le Web pour des choses suspectes ».) Il est apparu plus tard que les hauts fonctionnaires de l'administration Obama—y compris le directeur de la cia, John Brennan, l'Ambassadrice des Nations Unies, Samantha Power, la conseillère à la Sécurité nationale, Susan Rice et le conseiller-adjoint à la Sécurité nationale, Ben Rhodes—demandèrent que la nsa révèle les identités de *centaines* de personnes qu'elle avait espionné qui faisaient partie de la campagne présidentielle de Donald Trump.

Le directeur du Renseignement national James Clapper fut interrogé directement, sous serment : « Est-ce que lansa recueille tout type de données sur des millions, ou des centaines de millions, d'Américains? » Clapper répondit non. Quelques mois plus tard, de nombreux documents divulgués de la nsa ont montré que l'Agence espionnait intentionnellement tous les jours des millions d'Américains qui n'étaient pas soupçonnés d'actes répréhensibles. Clapper a décrit plus tard son parjure comme répondant de « la manière la plus véridique ou la moins mensongère ». La nsa a également été prise en train d'espionner des représentants élus américains : des membres du Congrès. (Le ministère de la Justice a fourni des arguments juridiques pour défendre la nsa.)

James R. Clapper Jr. et l'ancien président Barack Obama.(Brendan Smialowski/Getty Images)

La bureaucratie fédérale était déjà énorme, gonflée et dangereuse lorsque le président Obama entra en fonction. Mais il la transforma en arme pour faire avancer son programme : une réglementation environnementale lourde, des limites sur les entreprises, de nouvelles taxes, les « mariages » homosexuels, les restrictions sur la religion, l'immigration incontrôlée, l'amplification des questions raciales, le programme de sensibilisation aux nations musulmanes, une « remise à zéro » avec la Russie, quitter l'Irak, relancer l'Iran, le rejet d'Israël, forcer la mise en œuvre de l'Obamacare, d'énormes augmentations du pouvoir pour le gouvernement fédéral, et une présidence qui rejetait les restrictions constitutionnelles.

Pour verrouiller son héritage, son idéologie et ses politiques, et pour empêcher la nation de revenir à sa forme traditionnelle de gouvernement, le président Obama a soutenu comme son successeur une collègue démocrate qui a promis de poursuivre sa politique.

Le scandale des E-mails de Clinton

La campagne présidentielle d'Hillary Clinton avait un problème. Elle faisait l'objet d'une enquête pour la manière sans précédent de ses communications en tant que secrétaire d'État. Malgré les conseils et les avertissements des représentants du gouvernement, elle avait insisté sur l'utilisation exclusive d'un serveur de messagerie privé, non sécurisé et d'un logiciel de messagerie privé pour gérer les affaires du département d'État plutôt que des serveurs de service sécurisés et officiels —*même alors qu'elle était dans des pays étrangers.* Cela a probablement exposé ses communications au piratage, mais cela lui a permis d'éviter de se conformer à la loi sur les documents fédéraux, réduisant sa transparence et sa responsabilité des comptes. On a découvert par la suite, qu'elle et son équipe avaient supprimé 33 000 messages et détruit des appareils pour conserver le secret de ses communications, potentiellement pour toujours.

Hillary Clinton (Brendan Smialowski/AFP/Getty Images)

On a découvert par la suite, qu'elle et son équipe avaient supprimé 33 000 messages et détruit des appareils pour conserver le secret de ses communications, potentiellement pour toujours.

En 2015, le fbi a commencé à enquêter sur le fait que plus de 100 des e-mails envoyés par Clinton contenaient des informations classifiées. Mais il y avait une forte pression contre les poursuites de Clinton, en grande partie de l'administration Obama. En janvier 2016, son porte-parole a déclaré que le ministère de la Justice avait déclaré à Obama qu'elle n'était pas une cible. Peu de temps après, quand on lui a dit que certains américains étaient inquiets qu'il fasse pression sur le doj de ne pas porter des accusations, Obama hardiment déclara six fois de suite qu'il « garantissait » qu'il n'y avait aucune influence politique dans toute enquête du doj ou du fbi et qu'il n'avait jamais parlé avec le procureur général ou le directeur du fbi sur les investigations en cours. Pourtant, dans une même phrase, il a hardiment dépeint Hillary Clinton

comme simplement « négligente » avec ses e-mails, tout en disant qu'il pensait qu'elle était innocente!

Le fbi permit à Clinton de ne pas témoigner sous serment, commença à rédiger une lettre d'exonération avant qu'elle ait été interviewé, n'enregistra pas son entrevue, et n'exigea pas à la députée Cheryl Mills de témoigner parce qu'elle prétendait que puisqu'elle était également l'avocate personnelle de Clinton, leurs conversations étaient protégées par le privilège avocat-client. La campagne Clinton prit la peine de se référer à l'enquête comme « une enquête de sécurité » plutôt que d'une « investigation ». Le nouveau procureur général d'Obama, Loretta Lynch, a semblé se coordonner avec Clinton quand elle donna l'ordre au directeur du fbi, James Comey, de ne pas employer le terme « investigation » mais de l'appeler « une affaire ».

Loretta Lynch (Mark Wilson/Getty Images)

Le nouveau procureur général d'Obama, Loretta Lynch, a semblé se coordonner avec Clinton quand elle donna l'ordre au directeur du fbi James Comey de ne pas employer le terme « investigation » mais de l'appeler « une affaire ».

À la fin de juin 2016, Lynch rencontra le mari de Clinton, l'ancien président Bill Clinton, en privé à bord de son avion à l'aéroport de Phoenix. Environ une semaine plus tard, Comey annonça que, bien que Clinton et ses aides aient été « extrêmement négligents dans leur traitement d'informations très sensibles et hautement classifiées », ils ne devraient pas être inculpés de crimes. Le lendemain, Lynch confirma que le ministère de la Justice ne porterait pas d'accusations.

En utilisant son influence et surtout son argent, la campagne présidentielle de Clinton a été en mesure de prendre le contrôle du Comité National Démocratique (dnc), qui est censé assurer des débats justes et des processus équitables. Mais le primaire démocratique a été entaché par la tricherie, et Donna Brazilela, la présidente intérimaire du dnc, a admis plus tard que ses prédécesseurs au Comité avaient secrètement truqué le système en faveur de Clinton.

Clinton remporta la nomination pour les démocrates, et Donald Trump, de manière inattendue, gagna la nomination pour les républicains. Clinton et les médias décrivirent Trump comme une plaisanterie, et les médias des nouvelles rapportèrent systématiquement que les sondages montraient que Clinton gagnerait une victoire convaincante.

Le dossier Clinton-Steele

Comme d'autres campagnes, les partisans de Clinton menèrent une « recherche d'opposition » pour trouver des informations négatives sur Trump, à utiliser contre lui avant les élections. Mais l'un de ces projets de recherche continuerait d'être utilisé de façons que peu d'entre eux auraient pu imaginer—non pas par la campagne, mais par le *gouvernement*.

Grâce à un cabinet d'avocats de New York, la campagne Clinton et le dnc payèrent une entreprise nommée Fusiongps, pour trouver des saletés sur le candidat Trump. Fusion gps embaucha l'ancien espion britannique Christopher Steele pour créer 17 mémos, connus plus tard sous le nom « dossier Steele ». Le dossier contenait une théorie du complot selon laquelle la campagne Trump avait travaillé avec le gouvernement russe pour remporter l'élection. Il accusait également Trump de s'engager dans des activités dégoûtantes avec les prostituées russes à Moscou et indiquait que le gouvernement russe avait donc été en mesure de le faire chanter. Près de deux ans depuis la rédaction du premier mémo, aucune de ces revendications n'a été prouvée.

Un fait troublant à propos du dossier est que l'une de ses rédactrices est Nellie Ohr, une ancienne enquêtrice de la cia. Le mari de Ohr était le sous-procureur général adjoint Bruce Ohr, qui travaillait au département de la Justice du président Obama avec certains de ses membres les plus haut placés. Steele avoua à Bruce Ohr qu'il « était prêt à tout pour que Donald Trump ne soit pas élu » et qu'il était « passionné pour qu'il ne devienne pas président ».

Trouver ou fabriquer de la saleté sur ses ennemis politiques n'est rien de nouveau. Mais ce qui est scandaleux et sans précédent, c'est la façon dont le gouvernement—et non la campagne Clinton, mais le gouvernement lui-même—fit une arme, d'un document aussi fragile. L'administration Obama utilisa ses pouvoirs pour prendre des allégations non vérifiées du dossier et essaya de détruire Trump par ce moyen.

Steele commença à partager les accusations et les conspirations dans son dossier avec le fbi dès juillet 2016. Bien qu'il s'appuyait presque exclusivement sur des sources liées au gouvernement russe, les agents du fbi le prirent au sérieux. Certains croient maintenant qu'ils l'ont pris au sérieux parce que le gouvernement avait une connaissance préalable du dossier et qu'il l'avait peut-être aidé à le produire.

Au fur et à mesure que l'élection approchait, les allégations choquantes de Trump se livrant à des perversions avec des prostituées russes commencèrent à apparaître dans les nouvelles. Steele avait divulgué des parties de son dossier au *New York Times*, au *Washington Post*, au *New Yorker*, à cnn et à Yahoo News. Mais le dossier complet et original n'était pas encore public. Il deviendrait bientôt le « secret le plus mal gardé du journalisme » alors que les journalistes essayaient de vérifier ses affirmations.

À quelques semaines de l'élection, le fbi demanda au tribunal de la Cour de Surveillance du Renseignement Étranger, la permission d'espionner l'ancien conseiller de la campagne de Trump, Carter Page. Sa demande initiale fut refusée, mais fut ensuite accordée lorsque le fbi est revenu avec le dossier Steele et un article de Yahoo News. Il présentait cet article comme une confirmation indépendante du dossier, alors qu'en fait les deux provenaient de Steele et que le fbi le savait. Le fait que l'épouse d'un haut fonctionnaire du ministère de la Justice a aidé à rédiger le dossier fut dissimulé au tribunal. Le doj et le fbi, y compris le sous-procureur général, Sally Yates et le directeur Comey lui-même, ont signé plusieurs demandes et renouvellements pour espionnage sur Page et ainsi sur d'autres membres de la campagne. Le directeur adjoint Andrew McCabe, a admis par la suite devant le *House Intelligence Committee* (Comité parlementaire du renseignement), que le fbi n'aurait pas pu chercher à espionner Carter Page *sans* le dossier Steele.

Nouvelle raison de l'enquête

Deux ans après que Steele ait commencé à déposer son dossier, il fut dévoilé comme une fraude motivée politiquement. L'enquête sur Carter Page, n'a rien révélé. Mais l'État profond et ses alliés dans les médias traditionnels ont pivoté vers une autre raison pour continuer à enquêter sur la « collusion » de Donald Trump avec la Russie. Il s'agit d'un jeune membre de bas niveau de l'équipe de la campagne de politique étrangère de Trump nommé, George Papadopoulos.

En mai 2016, Papadopoulos s'est trouvé ivre dans un pub à Londres et a raconté à l'ambassadeur d'Australie au Royaume-Uni, Alexander Downer, que les Russes avaient obtenu des milliers de courriels d'Hillary Clinton. On nous dit maintenant que c'est ce qui a *vraiment* déclenché l'enquête, pas tellement le dossier Steele.

Selon le *New York Times*, les Australiens ont permis au fbi d'interviewer l'Ambassadeur Downer à Londres, juste au moment où le fbi ouvrit officiellement son enquête sur la campagne de Trump : le 31 juillet 2016.

Connue sous le nom de code « *Crossfire Hurricane* », l'enquête sur l'équipe Trump a été enveloppée dans le secret, tout à fait contrairement à l'enquête du fbi sur Hillary Clinton et son serveur de messagerie privé. Là, le directeur Comey réprimanda *publiquement* l'ancienne secrétaire d'État pour son imprudence, mais recommanda qu'elle ne soit *pas* poursuivie. Avec Donald Trump, le fbi chercha avec obstination des raisons de poursuivre, mais *dissimula* soigneusement les détails de l'enquête au peuple américain.

En soutenant les deux affaires, le *New York Times* écrivit le 16 mai, « était-ce un calcul politique : que Mme Clinton gagnerait et M. Trump perdrait. Les agents craignaient d'être considérés comme refusant des informations ou d'aller trop facilement avec elles. Et ils craignaient que toutes actions manifestes contre la campagne de M. Trump ne fassent que renforcer ses affirmations selon lesquelles les élections étaient truquées contre lui. »

Le fbi et le doj voulaient légitimer la victoire présidentielle de Clinton en montrant l'Amérique qu'elle avait été l'objet d'une enquête approfondie pour le scandale du courrier électronique privé et qu'elle avait été *complètement innocentée*.

L'hypothèse selon laquelle Hillary gagnerait a également informé la décision de Comey de rouvrir l'enquête sur Clinton 11 jours avant l'élection présidentielle. Au début d'octobre 2016, le Bureau découvrit des dizaines de milliers de courriels de Clinton sur l'ordinateur portable de l'assistant de Clinton, le mari de Huma Abedin, Anthony Weiner. Le fbi lutta sur ce qu'il fallait faire des informations incriminantes, ne voulant pas nuire aux chances d'Hillary de gagner, mais voulant aussi légitimer sa présidence et empêcher les critiques d'être en mesure de dire que le Bureau avait caché cette révélation explosive. Comey opta d'informer le Congrès le 28 octobre 2016, qu'il avait rouvert l'enquête.

Puis, le 8 novembre 2016, l'État profond qui vivait dans un monde où Hillary Clinton serait le prochain président s'est soudainement retrouvé dans un monde où Donald Trump avait été élu. Le scandale des courriels de Clinton? Il disparut presque aussi vite que l'enquête de collusion Trump-Russie a éclaté à l'air libre!

Le Président Donald Trump (Justin Sullivan / Getty Images.)

Puis, le 8 novembre 2016, l'État profond qui vivait dans un monde où Hillary Clinton serait le prochain président s'est soudainement retrouvé dans un monde où Donald Trump avait été élu.

Opérer dans un nouveau monde

Avant le 8 novembre, l'administration Obama, les démocrates et les médias traditionnels avaient déposés des rapports concernant l'ingérence russe dans les élections américaines. Après la victoire étonnante de Trump, ils ont immédiatement affirmé que la Russie avait truqué l'élection en faveur de Trump—et que l'équipe Trump était de connivence avec la Russie.

Comme l'investiture de Donald Trump approchait, le ministère de la Justice d'Obama et le FBI élargirent leur enquête sur l'équipe de transition de Trump. Obama lui-même travaillait dur dans les coulisses pour élargir considérablement la capacité de la nsa pour partager des informations avec les 16 autres agences de renseignement fédérales. Le *New York Times* rapporta, « que dans les derniers jours de l'administration Obama, certains responsables de la Maison Blanche se ruèrent pour diffuser des informations sur les efforts de la Russie pour saper l'élection présidentielle—et sur les contacts possibles entre les associés du président élu Donald J. Trump et les Russes—à travers le gouvernement » (1er mars 2017 ; accent ajouté tout au long).

Une fonctionnaire d'Obama nommée Evelyn Farkas, a admis sur*Morning Joe,* que si l'administration Trump « découvrait comment nous savions ce que nous savions concernant ... l'équipe de Trump traitant avec les Russes, qu'ils essaieraient de compromettre ces sources et méthodes, ce qui signifie que nous n'aurions plus accès à ce service de renseignement ».

Donc, en partant, l'administration d'Obama a habilité les services de renseignements en leur donnant plus de latitude pour diffuser des « informations » à travers la communauté du renseignement. Ils voulaient que l'enquête, sinon la surveillance, continue même pendant que M. Trump était président.

Comey donna plus tard ces notes à un ami, qui les a ensuite divulguées aux médias. Il demanda à son ami de le faire, Comey l'attesta en juin 2017, parce qu'il pensait que cela « pourrait inciter à la nomination d'un avocat spécial ».

Au cours de cette même période de transition, l'État profond travailla dur pour mettre en place une mise en accusation ou une destitution du président élu Trump. Le directeur du renseignement national, James Clapper, ordonna à James Comey d'informer le président élu sur *certaines* des allégations contenues dans le dossier Steele. Comey n'a pas dit à Trump que Steele avait été viré par le fbi. Il n'a pas dit que le dossier était finalement financé par la campagne Clinton. Il n'a pas dit qu'il comptait sur le dossier et a personnellement signé une demande pour recevoir une ordonnance secrète du tribunal pour

espionner Carter Page et la campagne de Trump, même tout en *connaissant* qu'il s'agissait de rumeurs non vérifiées. Il déclara juste au président élu, certains contenus grivois du dossier et déclara que certains médias avaient l'information et étaient à la recherche d'un « hameçon de nouvelles » qui justifieraient leur publication des « recherches » de l'opposition politique.

À la suite de cette rencontre de Comey-Trump, Clapper—celui qui dirigea Comey de mettre au courant M. Trump—divulgua promptement les informations au sujet de la réunion à cnn, donnant au réseau l'hameçon nécessaire pour « rapporter » sur le dossier.

Comey, pendant ce temps, écrivait une série de notes pour lui-même sur ce que lui et Donald Trump discutèrent pendant la transition et dans les premiers mois de la nouvelle présidence. Comey donna plus tard ces notes à un ami, qui les a ensuite divulguées aux médias. Il demanda à son ami de le faire, Comey l'attesta en juin 2017, parce qu'il pensait que cela « pourrait inciter à la nomination d'un avocat spécial ».

C'est exactement ce qui se passa. En mai 2017, le sous-procureur général Rod Rosenstein nomma l'ancien directeur du fbi Robert Mueller, en tant que conseiller spécial avec une large autorité pour enquêter sur les liens entre les membres de la campagne Trump et la Russie, et sur toutes les autres questions qui surgissent directement de cette enquête, et d'autres sujets. L'anniversaire de cette investigation est fini depuis longtemps, et Mueller a été occupé à forcer le conseiller de sécurité nationale de Trump à démissionner, élargissant son champ d'investigation au-delà de ses paramètres originaux, accusant les Russes, fournissant des raisons de faire des descentes sur le logement de l'avocat personnel de Trump, et inventant des justifications pour continuer l'enquête. Pendant ce temps, Mueller a été silencieux comme un mort pour fournir des preuves de la collusion de Trump avec la Russie, comme c'est décrit dans le dossier Steele ou d'autres sources.

Une série vertigineuse de batailles menées par le gouvernement et les médias sont devenues publiques. Nous avons appris du président élu Trump que la revendication apparemment scandaleuse que la *Trump Tower* était en train d'être surveillée par l'administration Obama était vraie. Nous avons appris que la Fusion gps payait directement les journalistes qui rapportaient l'ingérence russe dans l'élection. Nous avons appris que le co-fondateur de Fusion gps, Glenn Simpson payait Steele de sa poche après que Clinton perdit l'élection pour garder le dossier en cours. Nous avons appris que la femme de Simpson prétendait que la cia « sautillait et a immédiatement travaillé pour vérifier » le dossier Steele. Nous avons appris qu'il y avait des raisons choquantes pour que le président Trump renvoie Comey. Nous avons appris que des membres de l'équipe d'investigation de Mueller, Peter Strzok et Lisa Page, biaisaient violemment contre Trump et que Strzok préconisait d'avoir une « police d'assurance » en place pour l'utiliser contre Trump s'il avait été élu.

Nous avons vu un gouvernement en guerre avec lui-même.

La guerre civile du gouvernement

Le gouvernement existe uniquement pour maintenir la primauté du droit d'une nation. Mais l'Amérique est maintenant un endroit où le gouvernement est presque dominé par un État profond d'espions, d'agents, de politiciens et de bureaucrates qui espionnent les électeurs et leurs représentants et qui sont en collusion pour faire avancer leurs propres idéologies et leur propre gain personnel. Le gouvernement usurpe le pouvoir et l'utilise pour détruire la Constitution et l'État de droit lui-même!

Il est étonnant que la gauche radicale n'ait pas réussi à installer Hillary Clinton au pouvoir et à achever sa prise de contrôle. Il est étonnant que Donald Trump ait été élu. Il est étonnant que sa présidence ait enduré tant d'agressions directes de la part des politiciens, des journalistes, des commentateurs et surtout des bureaucrates au sein de la branche exécutive sur laquelle la Constitution fait de lui la tête. Il est étonnant que des gens aussi puissants que Obama, Clinton, Holder, Lynch, Clapper, Comey, McCabe, Strzok, Page, Ohr, Steele et d'autres ont été incapables d'empêcher que la vérité de leurs actions ne deviennent publiques. Il est étonnant que, malgré les attaques incessantes, le président Trump ait été effectivement en mesure de ranimer une partie de la grandeur physique de l'Amérique.

Comment est-ce que tout cela est arrivé? Mon père a écrit en couverture de son dernier numéro, « Sauver l'Amérique de la gauche radicale—temporairement », que Dieu est réellement intervenu pour sauver les États-Unis, non pas à cause de la grandeur de M. Trump, mais à cause de la pitié de Dieu (2 Rois 14:26-27).

« Donald Trump est un homme avec de sérieux problèmes. Mais la gauche radicale mène sans relâche la guerre contre le président et mène ce pays à sa destruction! », écrivait-il. « Nous assistons à un gouvernement—et à une nation—au bord de l'effondrement! »

Herbert W. Armstrong écrivit en 1956 sur l'idéologie radicale qui infiltrait la nation : « C'est une sorte de guerre que nous ne comprenons pas ou ne connaissons pas comment s'opposer. Elle utilise tous les moyens diaboliques pour *nous affaiblir de l'intérieur,* saper notre force, pervertir nos mœurs, saboter notre système éducatif, ruiner notre structure sociale, détruire notre vie spirituelle et religieuse, affaiblir notre puissance industrielle et économique, démoraliser nos forces armées, et enfin, après une telle infiltration, renverser notre gouvernement par la force et la violence! »

« Donald Trump est un homme avec de sérieux problèmes. Mais la gauche radicale mène sans relâche la guerre contre le président et mène ce pays à sa destruction! », écrivait-il. « Nous assistons à un gouvernement—et à une nation—au bord de l'effondrement! »

Regardez ces 60 dernières années. Cela n'est-il pas arrivé? N'entrons-nous pas dans la toute dernière étape de cette progression?

Mon père écrit à nouveau dans sa brochure *Great Again* (*Grande de nouveau*—disponible en Anglais seulement) que les communistes « visent à détruire le système, parce qu'ils ne peuvent pas en construire un autre jusqu'à ce que cela arrive. L'attaque communiste à l'intérieur de l'Amérique est beaucoup plus importante que vous ne le réalisez. C'est évident aujourd'hui ». Plus tôt, il écrivait : « Nous devons voir la réalité. Quelque chose de mortellement dangereux a saisi le pays—bien plus que ce que les gens réalisent. Il y a une dimension spirituelle à ce qui se passe, et vous ne pouvez pas comprendre ces événements à moins que vous ne le reconnaissiez. »

Miraculeusement, la violence physique réelle de cette prise de contrôle a été évitée. Mais seulement tout juste—et seulement temporairement.

Si vous croyez qu'il n'y a pas de Dieu, vous croyez que tout est aléatoire : la grandeur passée des États-Unis, son péril actuel, son bref réveil, son renversement imminent—même la souffrance des êtres humains en général et l'existence des êtres humains en premier lieu. Mais si vous croyez qu'il y a un Dieu, vous savez qu'il doit y avoir de vraies *raisons* pour lesquelles l'Amérique s'effondre.

Dans *L'Amérique sous attaque*, mon père affirme hardiment que le pouvoir derrière cet assaut vient de Satan le diable!

Satan est très réel, et il est la source de l'esprit, de l'idéologie et de la haine qui unissent en quelque sorte les communistes, les étatistes, les anarchistes, les extrémistes, les déviants sexuels et d'autres éléments de la gauche radicale. Il est celui qui les unit contre un ennemi commun : les derniers principes bibliques restants du passé. Il est aussi la source de la faiblesse, de l'aveuglement et de l'apathie de ceux qui ne sont pas aussi radicaux. Et il est la source d'un mouvement au sein du gouvernement pour *détruire* ce gouvernement.

Mon père fait remarquer que nous à la *Trompette* avions *vu cela avant*. Les États-Unis font partie des descendants physiques d'Israël. L'Église de Dieu est l'Israël spirituel. Après la mort du dirigeant humain de l'Église de Dieu (Herbert W. Armstrong) en 1986, Satan attaqua l'Église. Comment a-t-il fait? Avec une nouvelle idéologie, avec la haine du passé, avec des dirigeants puissants au sommet, avec l'apathie et la confusion parmi les gens. Il l'a fait lentement et subtilement. Il l'a fait par des dirigeants qui proclamaient hardiment qu'ils étaient fidèles aux principes du passé alors qu'ils avaient sciemment détruit ces principes. Il l'a fait en décrivant comme arriérés, oppressifs et, oui, racistes, ceux qui continuaient à croire et à vivre comme ils avaient toujours cru et vécu. Il l'a fait par des gens ignorants, dénigrant et forçant ceux qui n'adoptaient pas leur idéologie libérale.

Est-ce que cela vous semble familier? Vous serez choqué de voir à quel point l'attaque en cours contre le gouvernement des États-Unis correspond à l'attaque sur l'Église de Dieu. Si vous n'avez pas encore lu la brochure de mon père *L'Amérique sous attaque*, c'est maintenant le temps de le faire.

Pour comprendre la dimension spirituelle de ce mouvement révolutionnaire en Amérique et à quel point cet avertissement est urgent, demandez *L'Amérique sous attaque* de Gerald Flurry. ▪